

**Décision individuelle n°2021- 0408 du 26 OCT. 2021**  
**portant autorisation de circulation sur pistes réglementées**  
**en cœur du Parc national des Cévennes**

La directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes,

Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L.331-10 du code de l'environnement,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 et notamment les articles 15 et 26,

Vu le décret n°2013-995 du 08 novembre 2013 portant approbation de la charte du Parc national des Cévennes,

Vu la délibération n°2017-0283 du 21 juin 2017 portant approbation du plan de circulation motorisée en cœur de Parc,

Vu la délibération n°2017-0397 du 28 septembre 2017 portant approbation des modalités de mise en œuvre du plan de circulation,

Vu la demande de la Fédération Française de Randonnée du Gard reçue par mail en date du 15 octobre 2021,

Considérant que le projet décrit dans la demande est conforme aux dispositions de l'article 3-V. de l'article 15-III du décret susvisé,

Considérant l'avis favorable de l'Office national des Forêts, pour ce qui concerne les portions en forêt domaniale, domaine privé de l'Etat,

**ARRETE**

**Article 1 : pétitionnaire**

Le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Gard (CDRP 30), représenté par son Président, Monsieur Patrick MONTASTIER, situé [redacted] demande une autorisation de circuler sur pistes réglementées.

**Article 2 : objet autorisation**

Dans ce cadre, Madame Marie-Pierre LASMEZAS et Monsieur Michel MONNOT, baliseurs agréés du CDRP 30, sont autorisés à circuler avec leurs véhicules, sur les pistes pour lesquelles la circulation est réglementée pour le motif et sur la zone mentionnée ci-après, tronçons inclus dans le cœur du Parc national :

- ✓ **Motif** : balisage et entretien des sentiers de grande randonnée
- ✓ **Pistes** : PR 17 « les 4000 marches » : de Valleraugue à Font de Trépaloup  
GR 6, 7, 60, 66 : de Font de Trépaloup à Aire de Côte  
GR 66 : de St-Sauveur à Doubles  
GR 66,71 : de la route forestière du Lingas à St Guiral
- ✓ **Communes concernées** : Val-d'Algoual, Bassurels, St-Sauveur-Camprieu et Doubles

**Article 3 :**

L'autorisation visée à l'article 2 est assortie des prescriptions suivantes :

- ✓ elle devra se trouver en permanence dans le véhicule utilisé et prête à être présentée à tout contrôle ;
- ✓ le numéro d'immatriculation du véhicule utilisé est : [REDACTED]
- ✓ elle est personnelle et non cessible à une autre personne.

**Article 4 :**

La présente autorisation est délivrée pour la période allant de la date de la signature au 31 décembre 2022.

**Article 5 :**

La présente autorisation est donnée sous réserve du droit des tiers et ne dispense pas le demandeur des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet.

**Article 6 :**

Les agents du Parc national des Cévennes ainsi que tous les agents assermentés compétents en la matière, sont chargés en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée au demandeur et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement dans le délai de trois mois suivant son intervention.

La directrice de l'établissement public  
du Parc national des Cévennes

  
Anne LEGILE



La directrice de l'Office National des Forêts  
Agence départementale du Gard

  
Guylaine ARCHEVEQUE

La présente décision individuelle peut être contestée par recours gracieux auprès de l'établissement public du Parc national des Cévennes, par envoi recommandé, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le tribunal administratif de Nîmes.

Etablissement public du Parc national des Cévennes  
Service Accueil et Sensibilisation  
tél : 04 66 49 53 30 (secrétariat)

Diffusion :

- > originaux :
  - EP PNC / SG
  - ONF - Agence du Gard
  - Pétitionnaire
- > copies :
  - Communes mentionnées à l'article 2
  - Gendarmerie nationale
  - EP PNC / SCVT (massif Aigoual)
  - Dossier SAS n°2021-1708